

En ces lendemains d'élection européenne et en plein débat sur sa Constitution, répétons que l'Europe est et sera telle que les citoyens la voudront. La mise au point du nouveau cadre législatif européen relatif aux médicaments le démontre (pages 542-548).

Pendant plus de deux ans, agissant comme en "terrain conquis", les grandes firmes pharmaceutiques et leurs relais multiples ont cru pouvoir "se faire tricoter" une législation sur mesure, au mépris de la santé publique

À nouveau, il revient aux patients, aux professionnels de santé, aux consommateurs, aux gestionnaires de l'assurance maladie, aux responsables politiques soucieux de la qualité des soins, de veiller à ce que les "autorités compétentes" remplissent leurs nouvelles obligations, et contraignent les firmes au respect du cadre défini par la société.

L'Europe, ce n'est pas "loin" : c'est même là où se décide l'essentiel de nos choix de société. L'Europe, ce n'est ni "inaccessible" ni "incompréhensible" : il

É D I T O R I A L

Les fruits de l'action

et de la survie économique des dispositifs de couverture sociale.

Et pendant plus de deux ans, des citoyens de tous horizons, au premier rang desquels la revue *Prescrire*, ses abonnés, l'Association Mieux Prescrire et l'ensemble des membres du Collectif Europe et Médicament, se sont mobilisés pour décortiquer les projets de textes, expliquer les dangers, tirer les sonnettes d'alarme, faire des contre-propositions, rencontrer les députés européens et presser les ministres.

Au résultat, un changement de perspective : le législateur européen a insisté, fortement et sous de multiples formes, sur le fait que les médicaments ne sont pas des marchandises comme les autres. L'intervention des citoyens a permis des progrès majeurs dans la réglementation, concernant en particulier les obligations de transparence des agences du médicament.

suffit de se retrousser les manches et de ne pas laisser le champ libre aux intérêts particuliers. L'Europe, ce n'est pas "trop technique" : derrière chaque dossier se cachent en fait des choix de société.

L'Europe d'hier fut celle de la libre circulation des marchandises et des personnes, puis celle de la monnaie unique. L'Europe d'aujourd'hui s'étend de plus en plus au domaine social, aux services, notamment aux services de santé. Les batailles promettent d'être rudes, tant les enjeux financiers et humains s'avèrent contradictoires et considérables.

Bravo à tous ceux qui ont contribué à "redresser le cap" dans le domaine du médicament. Nos encouragements les plus vifs s'adressent à tous ceux qui défendent concrètement la promotion des soins de qualité.

La revue Prescrire